DAILY SCIENCE
DÉCOUVREZ LA SCIENCE, LA RECHERCHE ET L'INNOVATION "MADE IN BELGIUM"

AU MOYEN-ÂGE, LA VIE DES PAUVRES IMPORTAIT PEU

Publié le 29 janvier 2021

par Laetitia Theunis

Les crises sont des révélateurs des priorités que se donnent les sociétés. Que privilégie-t-on : l'économie ? La vie de tous ? La vie de certains ? Dans nos régions, au Moyen-Âge, la vie des pauvres n'avait que peu d'importance pour les détenteurs du pouvoir politique, économique et religieux. C'est ce que tendent à démontrer les recherches menées par Pr Alexis Wilkin, Directeur de l'Unité de recherche SOCIAMM (Sociétés anciennes, médiévales et modernes) à l'ULB, dans le cadre d'un projet de recherche de deux ans, financé par le FNRS-FRS. Celui-ci unit l'Université Libre de Bruxelles et les Archives Générales du Royaume.

La crise, révélateur sociétal

Cette réflexion sur l'importance accordée aux pauvres dans les sociétés du Moyen-Âge est née de précédents travaux menés par le médiéviste. Notamment sa thèse de doctorat menée à l'ULiège sur le patrimoine foncier d'une très grande église aujourd'hui disparue, la Cathédrale de Liège.

« J'avais alors pu observer qu'en période de crise, ce grand propriétaire se préoccupait davantage de sa survie institutionnelle que du sort du prochain. En a découlé une interrogation plus large sur l'attitude des grands propriétaires fonciers, dépositaires ou non du pouvoir politique, en situation normale et en situation de crise. »

De quelle manière ces derniers utilisent-ils leurs revenus pour essayer de soulager les plus pauvres ? En temps normal, y a-t-il une redistribution envers les plus faibles ? Et surtout, lors de crises, quelle est l'attitude des détenteurs du pouvoir économique, donc des cultures céréalières (à la base de l'alimentation au Moyen-Âge), envers les plus démunis ? Lors des pénuries, ce qui rare est, en effet, cher. Spéculent-ils et essayent-ils de tirer profit de la montée des prix ?

Une politique égoïste

« L'hypothèse de mon projet de recherche, qui s'alimente déjà d'observations ponctuelles, est que, dans beaucoup de cas, des institutions riches tentent de profiter de la crise. Ou de minimiser à tout le moins les dégâts encourus. Mais ne mènent nullement, ou que de manière marginale, une politique altruiste. Même dans le cas d'institutions ecclésiastiques, dont on pourrait supposer qu'elles ont une mission au moins partiellement charitable. »

Ce projet de recherche, qui porte sur des institutions religieuses liégeoises, namuroises et montoises, est surtout axé sur le 15e siècle, en raison de la plus grande disponibilité de la documentation. Notamment des comptabilités, permettant de comparer les entrées et les sorties d'argent et de céréales, durant des années normales et de crise. Et, dès lors, d'identifier si les institutions religieuses, qui ont également un pouvoir politique, redistribuent les surplus, essaient de « casser » les envolées du prix du marché… ou de profiter des hausses.

Le projet scrute aussi l'attitude des collectivités politiques (autorités urbaines) face à la faim : quelle proactivité ont-elles face à la crise ? Quel usage font-elles de leurs moyens financiers et de leur puissance décisionnelle ? Sont-elles volontaires (et capables d'agir) face à la crise ?

Les émeutes de la faim

La crise est une épreuve pour les détenteurs du pouvoir politique et économique. Mener une politique peu charitable, particulièrement en temps de crise, comporte deux grands dangers.

Le premier, c'est l'instabilité politique. « A un moment donné, les pauvres, mais surtout les affamés – qui ne sont pas nécessairement des pauvres, en temps « normal » –, peuvent se révolter, et provoquer des émeutes de la faim. On en a observées en France, au 18e siècle. Elles auraient, selon certains historiens, préparé le terrain à la Révolution française. Toutefois, celles-ci sont, au Moyen Age, plus rares que ce que l'on avait imaginé dans l'historiographie. »

« Dans nos régions, à Liège, il y a eu des troubles vers 1491 ; et un vrai soulèvement dans les années 1520, avec la révolte des Rivageois. Une quarantaine de meneurs ont été décapités en 1531 pour avoir osé se rebeller, notamment parce qu'il y avait des tensions sur le marché alimentaire. »

Une pensée stratégique et utilitariste

Le deuxième danger concerne le manque de bras. Si les paysans, qui cultivent les champs en temps normal, meurent, il n'y a alors plus personne pour travailler. Et approvisionner le marché alimentaire, dont dépendent aussi les … riches. De cela, les autorités politiques d'alors sont parfois conscientes.

« Si les grands propriétaires ont tendance à spéculer, ils consentent toutefois à des aménagements dans les contrats vis-à-vis de ceux qui leur louent des terres. Ils diminuent ainsi les loyers ou acceptent des reports de payements. » Mais ce n'est pas toujours le cas : au XVIIe s., l'abbaye de Saint-Hubert expulse ses paysans affamés et incapables de payer leur dû.

« Dans les époques plus anciennes, au début du XIe et du XIIe s., quand la famine frappe, des sources révèlent que certains acteurs politiques, comme le Prince-Evêque de Liège ou le comte de Flandre, essaient d'éviter que les ménages paysans ne se paupérisent complètement. Ce n'est pas de la philanthropie, mais procède aussi d'une inquiétude : éviter qu'un épisode ponctuel ne devienne structurel. »

Une vie sur le fil du rasoir

Durant le Moyen-Âge, et même pendant tout l'Ancien Régime, jusqu'à la fin du XVIIIe s., la plupart des hommes et des femmes vivaient dans une situation précaire. Ils étaient à la merci d'une mauvaise pluie, d'un hiver trop rigoureux, d'un accident de la vie, par exemple une blessure les empêchant de travailler.

« Il suffisait d'un tout petit accident pour que des gens ordinaires, pas des pauvres au départ, soient au risque de crever de faim, ou de connaître des situations très difficiles, à tout le moins. En effet, ils

n'avaient pas nécessairement de réserves de grains ni d'économies. En temps normal, les ménages ordinaires consacraient au moins deux tiers de leurs revenus à la nourriture. Les excédents étaient dévolus aux dépenses de logement et en vêtements. Peu étaient capables de thésauriser d'une année à l'autre. Dès lors, le moindre coup du sort exposait chacun. Et le mettait potentiellement au bord du précipice », explique le spécialiste de l'histoire et de la gestion des crises comme enjeu politique et institutionnel au Moyen-Âge.

Les pauvres, ces saints contrôlés et chassés

A côté des personnes à risque de sombrer dans la pauvreté, il y a tous ceux qui y sont plongés de manière structurelle. L'image des pauvres est fluctuante, selon les périodes du Moyen Age.

A l'époque carolingienne, les véritables pauvres ont une image proche de la sainteté. Ils souffrent durant la vie terrestre, mais seront récompensés par le salut éternel. Ils ont, en quelque sorte, une fonction sociale : racheter l'inconduite des riches, lesquels espèrent gagner leur salut par l'aumône.

« Cette position théologique du pauvre sert à justifier un certain immobilisme économique et

sociétal, surtout pendant le Haut Moyen-Âge. La pauvreté est aussi surveillée. Dès le Moyen-Âge central, les villes canalisent et, parfois, chassent les mendiants considérés comme superfétatoires. On n'en tolère que quelques-uns, placés à des endroits particuliers. »

« Des institutions charitables sont créées, en ville comme à la campagne. Mais ces infrastructures ne permettent pas de résoudre la pauvreté : elles entretiennent symboliquement quelques pauvres seulement. En temps normal, il n'y a déjà pas assez d'institutions d'assistance par rapport au nombre de nécessiteux, alors quand survient la crise, la situation devient catastrophique. Ils subissent une accentuation des mécanismes d'exclusion. »

« Les autorités ferment parfois les portes des villes et, surtout en période de famine, limitent l'afflux de ceux qui ont faim et se dirigent vers les villes et monastères. Elles choisissent éventuellement « leurs » pauvres ; quant aux autres, elles les contingentent, les chassent ou les établissent dans des camps de 'réfugiés de la faim', en dehors des murs. Ce n'est pas une société globalement généreuse pour les nécessiteux, malgré son idéal chrétien qui est supposé encourager la prise en charge de ces derniers. »

Après la Peste noire (au milieu du XIVe s.), les historiens observent aussi un certain durcissement des attitudes vis-à-vis de la pauvreté : il y avait moins d'hommes, on manquait de bras, et donc l'oisiveté et la mendicité étaient vues avec plus d'hostilité.

Autre époque, scénario similaire

Par certains traits, ces évocations ne sont pas sans rappeler la société actuelle.

« Tant au Moyen-Âge qu'aujourd'hui, en période de crise, les personnes les plus touchées sont les plus fragiles. Elles sont des victimes de premier plan. Et ne sont pas nécessairement au cœur des dispositifs d'empathie collective, plutôt à la lisière de ceux-ci. Voire en dehors »

« Mais il y a aussi des différences entre hier et aujourd'hui. Elles sont même nombreuses. Notamment le principe du primat de la vie humaine, placé au-dessus de tout. Du moins pour ceux qui sont reconnus comme membres à part entière de la société. »

Les cultures anciennes nourrissent aussi un certain fatalisme et une certaine habitude de l'omniprésence de la mort, ce qui tranche avec nos sociétés contemporaines.

« Capitaliser sur des expériences passées permet de voir en quoi notre société est originale, et aussi dans quelle mesure elle peut parfois s'inscrire dans le sillage de ce qui a précédé. Le passé sert à réfléchir sur le présent, mais il n'a pas de valeur prédictive », conclut le professeur Alexis Wilkin.